

Index AI : PRE01/003/2011
06 January 2011

Côte d'Ivoire. Raid meurtrier sur fond de négociations pour sortir de la crise

Amnesty International a demandé mercredi 5 janvier aux forces de sécurité ivoiriennes de mettre un terme à leurs attaques contre les opposants politiques, alors que de nouvelles informations rendues publiques font état d'un raid meurtrier ciblant les alliés politiques d'Alassane Ouattara, que la communauté internationale reconnaît comme le vainqueur de l'élection présidentielle.

Alors que le président sortant Laurent Gbagbo a accepté de négocier sans condition préalable une issue à l'impasse politique que connaît la Côte d'Ivoire depuis le scrutin de décembre, Amnesty International a reçu des informations selon lesquelles les forces de sécurité ont effectué une descente le 4 janvier à Abidjan, au siège du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), l'ancien parti au pouvoir.

« Aucune solution politique à la crise que traverse actuellement la Côte d'Ivoire ne sera durable si elle n'intègre pas pleinement le respect des droits humains et ne rétablit pas l'état de droit, a assuré Salvatore Saguès, spécialiste de l'Afrique de l'Ouest à Amnesty International. Les membres des forces de sécurité doivent être amenés à rendre des comptes pour s'être livrés à des disparitions forcées, des détentions arbitraires et des exécutions extrajudiciaires à l'encontre de leurs opposants politiques. »

On dénombre un mort, 16 blessés et 63 arrestations à la suite du raid mené par plusieurs dizaines de membres des forces de l'ordre loyales à Laurent Gbagbo, le 4 janvier à 5 heures du matin au siège du PDCI, à Abidjan.

Selon des témoins, les policiers et les gendarmes ont tiré à balles réelles sur les personnes se trouvant à l'intérieur du bâtiment et ont roué de coups plusieurs militants.

« Certains d'entre nous étaient en train de prier lorsque nous avons entendu les forces de sécurité entrer dans la pièce, a raconté une femme présente sur les lieux. Ils ont fouillé partout et n'ont rien trouvé. Ils ont alors demandé à certains de nos jeunes dirigeants de quitter le local et de les accompagner à l'extérieur, où ils les ont frappés à coups de matraque. Certains ont protesté et les membres des forces de sécurité sont revenus. Je me suis cachée dans un coin et je les ai vus lancer des grenades lacrymogènes dans la pièce et nous tirer dessus. »

Un membre du parti, Karim Sidibé, a reçu une balle mortelle. La personne qui se trouvait à ses côtés, dont nous taisons l'identité pour des raisons de sécurité, a raconté : « Ils ont tiré à bout portant sur nous, j'ai été touché au pied et Karim au ventre. La balle l'a traversé. Je me suis approché de lui, mais il était déjà mort. »

D'après les informations crédibles qu'Amnesty International a reçues dans la matinée du 5 janvier, aucun des blessés arrêtés au cours de cette descente n'a encore reçu de soins médicaux.

Des membres du ministère de l'Intérieur fidèles à Laurent Gbagbo ont déclaré à la télévision ivoirienne le

4 janvier que cette perquisition faisait suite à des plaintes déposées par des voisins pour « vols et actes de vandalisme », agissements imputables à des militants proches d'Alassane Ouattara. Ils ont ajouté qu'un homme avait été tué, mais que celui-ci « portait l'habit traditionnel des chasseurs et était armé d'un couteau », et qu'il avait menacé les policiers avant d'être tué.

Les personnes interpellées doivent être présentées le 5 janvier à un juge d'instruction afin de répondre de cinq chefs d'accusation, dont « vol avec violence », « coups et blessures » et « destruction de biens d'autrui ».

« Amnesty International demande que ces personnes soient libérées sans condition et que des soins soient prodigués sans délai à celles qui sont blessées ou ont subi des mauvais traitements », a conclu Salvatore Saguès.